

Autour de la Société de linguistique : l'implantation d'une science allemande sur le sol français

Claudine Gauthier

IIAC-LAHIC, Université de Bordeaux

2011

POUR CITER CET ARTICLE

Gauthier, Claudine, 2011. «Autour de la Société de linguistique : l'implantation d'une science allemande sur le sol français», in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris.

URL stable - Handle : 10670/1.fw31fs | URL Bérose : article520.html

Publication Bérose : ISSN 2648-2770

© UMR9022 Héritages (CY Cergy Paris Université, CNRS, Ministère de la culture)/DIRI, Direction générale des patrimoines et de l'architecture du Ministère de la culture. (Tous droits réservés).

Votre utilisation de cet article présuppose votre acceptation des conditions d'utilisation des contenus du site de Bérose (www.berose.fr), accessibles [ici](#).

Consulté le 18 août 2022 à 22h13min

La Société de linguistique a représenté la première tentative institutionnalisée visant à implanter en France, au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, une philologie directement héritée du modèle allemand. Celle-ci est alors conçue par ses partisans comme étant seule garante de la scientificité de ces études. Ces efforts se heurtèrent pourtant à nombre d'oppositions qui peuvent être expliquées par le contexte historique mais aussi, en partie, par des dissonances infrangibles entre le modèle allemand et le modèle français [1]. La première d'entre elles réside dans l'acception même du mot « philologie » qui est à l'origine de ce que Werner et Espagne ont appelé « des malentendus franco-allemands [2] ». Le terme renvoie en effet, dans chacune de ces langues, à des découpages disciplinaires spécifiques que sous-tendent des contextes culturels et historiques tout aussi particuliers. En Allemagne, la philologie est « la science des textes et de la culture ». Cette conception dépasse les frontières nationales et parvient à dominer dans de nombreux pays d'Europe centrale, d'Europe de l'Est, en Italie comme dans les pays scandinaves. Elle n'arrivera jamais, toutefois, à s'imposer durablement en France en raison des spécificités culturelles et historiques de ce pays. Aussi, encore de nos jours, le terme « philologie » y a-t-il toujours des connotations péjoratives [3]. Ces différences entre philologie allemande et française sont également sous-tendues par des structures d'enseignement foncièrement dissemblables.

En Allemagne, le système universitaire a connu une profonde transformation dès la fin du XVIIIe siècle. L'État favorise cette modernisation en le subventionnant entièrement mais

aussi en créant des chaires. Cet effort général, qui vise à assurer une formation professionnelle aux étudiants, profite également à la philologie qui parvient à un niveau et à une dignité supérieurs [4]. Constituée en concurrence avec la philosophie, la philologie ne peut s'imposer qu'à condition d'afficher des perspectives totalisantes qui dénotent des cadres de pensée typiquement allemands. Elle inclut donc, à l'origine, la langue et la littérature mais aussi la mythologie, l'étude des traditions populaires, le droit, la médecine, l'histoire etc. et c'est toujours à la totalité d'une culture qu'est référé chaque travail de détail [5]. Cette science « n'exclut rien [mais] embrasse tout [6] ». Tous les folkloristes allemands sont donc en même temps des philologues formés à la rigueur de la méthode historico-comparative.

L'Université allemande cherche à transmettre une norme en matière de scientificité. Outre les enseignements magistraux, elle développe activement l'institution de séminaires philologiques qui jouent un rôle essentiel dans cette volonté de professionnalisation des philologues. Ils sont suivis par quelques élus, choisis par le professeur de philologie, qui, par ce travail en groupe restreint, peuvent ainsi approfondir l'étude des textes [7]. À la même époque, le modèle français se situe encore très loin de ces tentatives de normalisation de la transmission du savoir scientifique au sein d'universités. Le début du XIXe siècle est, certes, également caractérisé par la volonté de renouveler les institutions de recherche et d'enseignement mais la mise en pratique de ce renouveau loin de vouloir, comme en Allemagne, concurrencer les théologiens, est tributaire de considérations idéologiques et politiques imprégnées par un catholicisme dominant [8]. Les filières d'enseignement et de recherche sont séparées ; ces dernières se voient confiées aux ministres et préfets. La prééminence est accordée au Collège de France et à l'Institut. Ces deux institutions sont encadrées non – comme on pourrait l'attendre – par des universités, mais par un foisonnement de sociétés savantes qui représentent alors un phénomène important tant du point de vue social que scientifique. Cela est particulièrement vrai dans le champ de la philologie puisque, dans le domaine littéraire, les sociétés savantes exercent une prédominance indéniable sur l'Université qui ne joue qu'un rôle très secondaire. Leurs recherches jouissent d'un certain prestige car elles sont valorisées lors de séances solennelles où siègent des autorités scientifiques de l'époque [9]. L'exemple de la Société de linguistique est une parfaite illustration du rôle tenu par ces sociétés savantes au cours du XIXe siècle. La formation universitaire, contrairement à l'Allemagne, n'y est pas animée par cette volonté de professionnalisation des étudiants. Les cours y sont généralement « plus brillants qu'approfondis » et s'adressent essentiellement aux notables [10]. Il faut attendre 1850 pour que ce pays commence à ressentir pleinement le besoin d'offrir les moyens d'une formation professionnelle. Le Second Empire, en donnant aux ministres la liberté d'organiser leur domaine, accélère ce processus. Le ministre Fortoul installe un comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France qui, en encourageant les missions, resserre les liens entre ce comité et les sociétés savantes. Mais c'est surtout l'Université qui bénéficie de ces changements car Fortoul souhaite la renforcer. Il fait même de ses recteurs le pivot entre le comité et les sociétés savantes, réduisant ainsi, à la fois, le prestige de ces sociétés comme celui de l'Académie. Ces efforts, toutefois, se heurtent à l'insondable absence d'étudiants

dans les facultés, ceux-ci préférant parfaire leur formation en Allemagne.

La situation de la philologie, en tant que science, est elle-même critique. En France, elle est encore considérée comme relevant du bon goût et, même, devient suspecte sitôt qu'elle cherche à devenir scientifique. Le fait littéraire y est prédominant et la critique, tout comme l'histoire littéraire, contrastent avec les rigueurs de la méthode historico-comparative issue de la tradition allemande. La France est le pays de l'érudition et de la rhétorique. La philologie française ne représente donc qu'un exercice de style marqué par des efforts oratoires auxquels se livrent même les membres de l'Institut. Ainsi, au début du XIXe siècle, le seul corps de philologues spécialistes provient-il de l'Académie. Pour remédier à cette situation, le ministre Gérando a l'idée d'une institution qui aurait pour but de déchiffrer les textes anciens : ce sera l'École des chartes. Son exemple constitue un reflet magistral de la façon dont la philologie est alors considérée en France : le terme « philologie » n'est jamais employé dans la notice historique de cet établissement ; le chartiste y est défini comme « inférieur à l'historien » ; il est une simple main-d'œuvre [11]. Ernest Renan sera un des premiers à vouloir introduire en France une philologie véritablement rigoureuse, c'est-à-dire conforme au modèle allemand. Son rejet de l'Église est également un refus du modèle scolastique auquel il veut substituer l'esprit critique et la pratique d'une philologie scientifique. Il s'oppose à l'esprit de système, ennemi de la raison selon lui, et basé sur un certain nombre de dogmes auxquels l'Église commande d'adhérer comme la permanence de l'autorité de l'institution ecclésiastique. À l'occasion du concours de l'Académie, il rédige, en 1848, un manuscrit entièrement construit autour de cette opposition. Il y revendique, comme une position novatrice, la volonté d'instaurer en France une philologie scientifique présentant une filiation méthodologique avec l'Allemagne où cette science est, contrairement à la France, libérée des présupposés de nature religieuse qu'elle remet en cause. Mais Renan maîtrise mal le modèle allemand et celui qu'il propose aux Français ne parvient à l'illustrer que de manière imparfaite. Il échoue ainsi lui-même à établir une telle philologie dans son pays [12].

Ce sont de jeunes étudiants, formés aux méthodes allemandes, qui, à leur retour, vont réussir à implanter sur le sol français les méthodes scientifiques qu'on leur a inculquées, chacun selon sa discipline. Citons ainsi Gaston Paris, P. Meyer, M. Bréal, H. Gaidoz. Leur volonté de rénover l'étude de leurs sciences cherche à s'exprimer le plus largement possible. Ils créent des revues, appartiennent à des sociétés savantes... Or, à l'époque, bien que l'on assiste à un véritable fourmillement de création de sociétés savantes et de revues, seuls les organes appuyés par de telles personnalités scientifiques, qui revendiquent l'indépendance des recherches philologiques, parviendront à connaître une longue existence et jouiront d'une réputation internationale. Ces philologues profitent également de l'influence que leur confère leur position institutionnelle pour tenter d'imposer les méthodes et les vues de la philologie allemande jusque dans le cercle politique. Mais si la troisième République utilise la volonté de développer l'Université comme un thème politique [13], le contexte historique et culturel de la France est alors peu propice à la profonde réforme que de telles vues exigeraient. En 1894, Gaston Paris rappelle comment il a, en compagnie d'Ernest Renan et de quelques

autres, mené personnellement campagne contre le haut enseignement universitaire français. Après plusieurs années d'une bataille stérile, la création de l'École pratique des hautes études, qui recrute nombre de ses enseignants parmi les membres de la Société de linguistique et où règne donc en maître une philologie héritée du modèle allemand, est pourtant perçue comme la seule réponse favorable à tant de cris d'alarme. Bien que l'Empire ait nommé, en 1870, une commission en vue d'une réforme de l'enseignement supérieur, ses délibérations sont arrêtées par la guerre... Certes, le ministre Waddington demande, par la suite, à une commission officieuse [14] l'établissement d'un projet de loi en vue de la constitution d'universités... Mais passés les espoirs du premier instant, la commission prend conscience qu'elle ne peut parvenir à un accord. Waddington quitte le ministère sans avoir rien mis en œuvre ; son successeur souhaite surtout dissoudre les Jésuites. Un troisième projet connaît, ultérieurement, la même fin avortée face à une assemblée faisant l'apologie des écoles spéciales et déclarant que la France n'a rien à envier à l'étranger « et qu'il y aurait folie à vouloir changer un état de choses qui donnait d'excellents résultats et qui était conforme à nos traditions et à notre génie national [15] ». La faiblesse de l'enseignement supérieur français, comparativement au système allemand, réside donc tant dans le faible nombre de professeurs et de leçons, que dans le manque d'étudiants, le sujet peu scientifique des cours, ainsi que dans la façon peu originale de les concevoir. Certains, tel Gaston Paris, regretteront également que la France n'ait pas institué, comme en Allemagne, des cours privés payants que les étudiants abordent généralement avec plus d'attention et d'assiduité [16]. Si ce dernier stigmatise l'organisation des examens de lettres, depuis le baccalauréat jusqu'à l'agrégation, l'estimant « détestable », c'est dans l'enseignement secondaire qu'il pense pourtant trouver la véritable racine du mal. Il remarque combien les étrangers sont surpris de l'ignorance générale des Français, et même de ceux qui « passent pour avoir reçu une éducation distinguée [17] ». Il en conclut, empruntant la phrase d'E. Bersot : « En France, on fait sa première communion pour en finir avec la religion, on passe son baccalauréat pour en finir avec la science, et on se marie pour en finir avec l'amour [18]. » Il manque également à la France l'émulation créée par la rivalité entre les universités allemandes. L'Allemagne a réparti ses efforts sur l'ensemble de son territoire ; en France, Paris est le seul véritable foyer scientifique. Si la capitale peut lutter contre les universités étrangères, les universités de province sont, en revanche, pour la plupart isolées et sans bibliothèque. De plus, elles ont surtout pour public des dames cultivées, des magistrats ou des officiers en retraite [19]. Le Collège de France et l'École pratique des hautes études sont donc, pour Gaston Paris, les seules institutions représentant « la science pure » dans les études historiques et philologiques. Face à une telle situation, certains sceptiques estiment que l'esprit scientifique ne pourra jamais pénétrer en France en dehors d'un cercle étroit, et indépendamment de toute influence sur la vie nationale. On explique le fait par la lutte entre catholicisme et libre pensée, compliquée par celle entre regrets du passé et désirs d'avenir ou, encore, entre esprit aristocratique et esprit démocratique [20]. Aussi l'Allemagne continue-t-elle à être la meilleure grâce, justement, à la grande rigueur scientifique qui est la sienne ; en France en revanche, où cette discipline méthodologique existe à un moindre degré, « les œuvres dépourvues de méthodes sont loin d'être des accidents isolés [21] ». Les

conditions d'une réelle mise en œuvre de la nécessaire réforme du haut enseignement en France sont, en outre, difficiles à réunir dans le contexte historique de l'après-guerre de 1870, les idées prônées en vue d'une telle rénovation étant irrémédiablement accusées de germanisme [22]. La philologie, plus particulièrement, en raison de la tradition allemande qu'elle véhicule, est devenue l'objet d'un véritable rejet nationaliste en raison de l'issue de la guerre de 1870. Elle fascine autant qu'elle effraie. Si on admire la « science allemande », cette admiration se doit d'être aussi discrète que possible [23].

En dépit de cette situation, les efforts des philologues français de l'époque n'ont pas totalement avorté. En France, cette science n'en a pas moins été source de nombreux bouleversements dans les découpages disciplinaires. Comme l'a bien montré M. Espagne, quand A. Meillet, dans un mémoire intitulé *Comment les mots changent de sens*, explique au moyen de comparaisons entre des termes indo-européens « la façon dont les faits linguistiques, les faits historiques et les faits sociaux s'unissent, agissent et réagissent pour transformer le sens des mots (...) et que (...) les changements de sens doivent être considérés comme ayant pour cause principale la différenciation des éléments qui constituent les sociétés », nous sommes face à un cas limite de ces métamorphoses disciplinaires [24]. Toutefois, si la philologie réussit à jouer un rôle très important dans l'élaboration des disciplines littéraires, de la linguistique, ou même de l'ethnologie et de l'histoire, grâce à l'influence qu'elle exerce au sein de l'École pratique des hautes études ou de l'École des chartes, cet ascendant se doit, nous l'avons dit, de rester toujours parfaitement implicite, en raison du récent conflit franco-allemand [25]. Son succès doit donc se consolider en silence, dans l'obscurité [26].

Ce rejet d'une philologie porteuse de germanisme aboutit à un clivage entre les tenants de la culture classique, qui représentent l'érudition à la française, opposés aux philologues et aux partisans de la sociologie durkheimienne, accusés de promouvoir le génie allemand au travers de ses procédés de culture et d'enseignement. L'École pratique des hautes études est ainsi présentée comme « un séminaire à l'allemande ». Les contours de cette opposition empruntent volontiers ceux du clivage entre anti-dreyfusards et dreyfusards et inscrivent pleinement tant la philologie que la sociologie, dans l'opposition entre le modèle de la littérature et celui des sciences [27]. Le dualisme français entre philologie allemande affrontant les belles-lettres est ainsi contraint d'évoluer vers une relation triangulaire intégrant la tradition scientifique normative des sciences sociales, issue des Lumières. Toutefois, loin de se ranger aux vues de la philologie allemande, les sciences sociales sont, au contraire, hostiles à la démarche historicisante des philologues [28]. L'étude des traditions populaires, en tant qu'expression de cette philologie à l'allemande, est l'objet du même rejet. Ainsi la Société de linguistique a-t-elle été contrainte par le ministère de retrancher ce domaine de ses buts scientifiques, peu après la fin de la guerre de 1870. Le folklore, dans le contexte scientifique de la France de la fin du XIXe siècle, opérera sa propre métamorphose et passera du domaine de la philologie à celui des sciences sociales. Il n'aurait pu procéder à une telle mutation en Allemagne, les sciences sociales n'y bénéficiant pas d'une tradition scientifique normative aussi solidement ancrée qu'en France [29].

Ainsi, assez paradoxalement, la philologie conçue sur le modèle allemand, malgré les critiques violentes qu'elle provoque en France, parvient néanmoins à tenir le rôle d'une discipline pilote, paradigmatique pour les autres sciences historiques entre 1870 et la première guerre mondiale. À cette époque, ne reproche-t-on pas, en effet, à « cette science allemande », parmi bien d'autres choses, d'avoir « usurpé le premier rang dans l'éducation [30] »?

[1] Au sens ethnologique.

[2] Werner & Espagne 1990 : 11.

[3] Ibid. : 11-12.

[4] Auroux 2000 : 80-82.

[5] Werner & Espagne 1990 : 16. Selon Boeckh, la philosophie est la science de la connaissance, la philologie celle de la (re)connaissance d'une connaissance déjà produite par le passé.

[6] Bähler 2004 : 16. La citation est de Gaston Paris.

[7] Auroux 2000 : 84-86. Ce séminaire philologique n'est pas sans rappeler le « séminaire du dimanche » de Gaston Paris, réunion informelle qu'il réservait à ceux de ses étudiants qu'il jugeait les plus doués.

[8] Ibid. : 109.

[9] Ibid. : 110-114.

[10] Ibid. : 115.

[11] Bähler 2004 : 296-297.

[12] Werner & Espagne 1994 : 392-404.

[13] Auroux 2000 : 119-120.

[14] Parmi les membres de cette commission officieuse notons les noms, outre celui de Gaston Paris, de Boutmy, Bréal, Renan...

[15] Paris 1894 : 16. Il estime que la vraie raison du renvoi du projet a tenu à la mise en compétition d'intérêts locaux.

[16] Ibid. : 19-20.

[17] Ibid. : 22.

[18] Ibid. : 23.

[19] Ibid. : 30.

[20] Ibid. : 39.

[21] Meyer 1875 : 119.

[22] Paris 1894 : 17.

[23] Werner & Espagne 1994 : 20 et 136.

[24] Ibid. : 150.

[25] Ibid. : 20 et 136.

[26] Rapport sur l'École Pratique des Hautes Études 1884-1885 : 152-154.

[27] Werner & Espagne 1994 : 151-155.

[28] Ibid. : 178-179.

[29] Ibid. : 136-183.

[30] Bähler 2004 : 298.